

## **Brexit or not Brexit : that is the question**

La question du Brexit soulève beaucoup de débats en attendant le prochain référendum de juin 2016. Rappelons que David Cameron avait promis ce référendum dans l'espoir d'être réélu lors des dernières élections en Grande-Bretagne. Il a gagné ce pari. Il risque de perdre le pari suivant et d'être peut-être le premier ministre qui aura fait sortir la Grande-Bretagne de l'Union européenne et l'Écosse de la Grande-Bretagne.

La majorité des économistes des deux côtés de la Manche penche en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. C'est en principe la solution de bon sens. Rappelons que la Grande-Bretagne est une des deux seules puissances nucléaires européennes et une des deux seules armées qui peut intervenir n'importe où dans le monde. La Grande-Bretagne représente aussi un des deux sièges européens au conseil permanent de l'ONU. En outre Londres est une des principales places financières au monde. Malheureusement, la Grande-Bretagne est rarement d'accord pour partager de tels atouts avec le reste de l'Union européenne : par exemple pas question de défense commune et pas question d'Europe sociale ni de réglementation contraignant les activités de la City.

L'économiste Paul de Grauwe a récemment publié une opinion dans le journal belge Le Soir dans laquelle il explique pourquoi il a changé d'avis. Il estime maintenant qu'il vaut mieux pour l'Union européenne que la Grande-Bretagne sorte. Il explique sa position dans son blog : <http://escoriallaan.blogspot.lu/2016/02/why-european-Union-will-benefit-from.html>

Paul de Grauwe est un économiste reconnu. Après avoir été professeur à l'université de Leuven en Belgique, il est maintenant professeur à la London School of Economics. En résumé, il estime et constate que l'opposition à un fonctionnement communautaire est très forte en Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne voudra toujours s'opposer à des prises de décision à la majorité qualifiée. Ce pays veut pouvoir refuser toute décision des 27 autres pays membres qui ne conviendrait pas à ses intérêts et ce n'est plus possible de continuer ainsi. Lorsqu'on demande d'adhérer à un club, on prend connaissance du règlement de ce club, par exemple le règlement d'ordre intérieur. Si on n'accepte pas ce règlement, il ne faut pas chercher à adhérer à ce club.

Sans avoir bien sûr les qualifications de Paul De Grauwe, je rejoins son avis. On peut préciser une chose pour nuancer. Si le oui à l'Europe l'emportait par une très large majorité lors de ce référendum, alors ce serait une très bonne nouvelle. Les opposants à l'Europe devraient prendre conscience qu'ils ne représentent qu'une minorité dans leur pays. En outre, si plus tard la Grande-Bretagne revenait avec de nouvelles demandes à l'Union européenne, les dirigeants de l'Union européenne pourront dire : vous avez négocié avec nous un accord. Cet accord a été accepté par votre population, vous ne pouvez pas revenir avec des demandes de modifications qui n'ont été validées ni par votre peuple ni par nous.

Mais cela risque de ne pas être le cas. Et si le oui à l'Europe l'emporte par 51 %, alors ce serait une très mauvaise nouvelle et ce serait en effet mieux pour l'Union européenne que le non l'emporte. C'est donc maintenant aux citoyens britanniques de décider de leur sort.

Voici ce que Paul De Grauwe écrit dans son blog :

*“One may argue that having lost the referendum, the Brexit-camp will lose influence. That is far from certain. The agreement achieved by Cameron with the rest of the EU has not*

*transferred a shred of sovereignty back to Westminster. This will be seen by the Brexit-camp as a huge failure, leading them to intensify their deconstruction strategy. I conclude that it is not in the interest of the EU to keep a country in the union that will continue to be hostile to “l’acquis communautaire” and that will follow a strategy to further undermine it.... “*

Attendons donc les résultats de ce référendum, en sachant que l’Écosse l’attend également. Si le récent référendum en Écosse avait opté pour l’indépendance de cette région par rapport à l’État central Grande-Bretagne, l’Écosse n’aurait jamais pu être membre de l’Union européenne. Il en irait de même pour toute région qui en Europe voudrait se séparer d’un État central membre de l’Union. Au moins l’Espagne s’y serait opposée, pour ne pas créer un précédent pour la Catalogne. Par contre si un État central sort de l’Union européenne et qu’une région veut y rester, la situation est différente et probablement aucun pays ne s’opposerait alors à l’adhésion d’une Écosse indépendante à l’Union européenne, du moins si telle était la volonté des Écossais.

David Cameron joue gros. Très gros. Mais l’enjeu pour l’Union européenne est important également.

Francis Wattiau